

1987, chapitre 68

## LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN ÉGARD À LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

---

### **Projet de loi 28**

présenté par M. Richard D. French, ministre des Communications

Présenté le 14 mai 1987

Principe adopté le 9 juin 1987

Adopté le 11 décembre 1987

**Sanctionné le 14 décembre 1987**

---

**Entrée en vigueur: le 31 décembre 1987**

---

### **Lois modifiées:**

Loi sur les abeilles (L.R.Q., chapitre A-1)

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur  
la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)

Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)

Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., chapitre A-31)

Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)

Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)

Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil  
(L.R.Q., chapitre C-10)

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)

Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)

*(Suite à la page suivante)*



**Éditeur officiel**  
Québec

---

**Lois modifiées (suite):**

Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)  
Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)  
Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)  
Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)  
Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)  
Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)  
Loi sur le Conseil régional de zone de la Baie James (L.R.Q., chapitre C-59.1)  
Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)  
Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)  
Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)  
Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1)  
Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2)  
Loi sur les employés publics (L.R.Q., chapitre E-6)  
Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)  
Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1)  
Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)  
Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6)  
Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13)  
Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35)  
Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39)  
Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)  
Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28)  
Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)  
Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)  
Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41)  
Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)  
Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1)  
Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)  
Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)  
Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17)  
Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19)  
Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)  
Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)  
Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)  
Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01)  
Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)  
Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1)  
Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)  
Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)  
Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42)  
Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32)



## CHAPITRE 68

### Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

[Sanctionnée le 14 décembre 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

#### LOI SUR LES ABEILLES

c. A-1,  
a. 13, mod.

**1.** L'article 13 de la Loi sur les abeilles (L.R.Q., chapitre A-1) est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « et ils peuvent être rendus publics par décision du ministre ».

#### LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

c. A-2.1,  
a. 2.1, aj.

**2.** La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant:

Dossier  
d'adoption

« **2.1** L'accès aux documents contenus dans un dossier ayant trait à l'adoption d'une personne et détenus par un organisme public de même que la protection des renseignements personnels contenus dans un tel dossier sont régis par le Code civil du Québec et les autres lois relatives à l'adoption.

Renseigne-  
ments per-  
sonnels

À l'égard des renseignements personnels contenus dans un tel dossier, la présente loi ne s'applique que pour permettre à la Commission d'exercer la fonction visée au paragraphe 5° de l'article 123 et les pouvoirs visés au paragraphe 2° de l'article 127 et à l'article 128.1. ».

c. A-2.1,  
a. 8, mod. **3.** L'article 8 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième et dans la troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « autre ».

c. A-2.1,  
a. 11, mod. **4.** L'article 11 de cette loi est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant:

Frais exigibles « L'organisme public qui entend exiger des frais en vertu du présent article doit informer le requérant du montant approximatif qui lui sera chargé, avant de procéder à la transcription, la reproduction ou la transmission du document. ».

c. A-2.1,  
a. 59, mod. **5.** L'article 59 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1°, par ce qui suit:

Consentement « **59.** Un organisme public ne peut communiquer un renseignement nominatif sans le consentement de la personne concernée.

Exception Toutefois, il peut communiquer un tel renseignement sans le consentement de cette personne, dans les cas et aux strictes conditions qui suivent: ».

c. A-2.1,  
a. 83, mod. **6.** L'article 83 de cette loi est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant:

Mineur de moins de quatorze ans « Toutefois, un mineur de moins de quatorze ans n'a pas le droit d'être informé de l'existence ni de recevoir communication d'un renseignement nominatif de nature médicale ou sociale le concernant, contenu dans le dossier d'un établissement de santé ou de services sociaux. ».

c. A-2.1,  
a. 84.1, aj. **7.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 84, du suivant:

Assistance d'un professionnel « **84.1** Un établissement de santé ou de services sociaux, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance automobile du Québec ou la Régie des rentes du Québec qui fournit à une personne un renseignement nominatif de nature médicale ou sociale la concernant doit, à la demande de cette personne, lui fournir l'assistance d'un professionnel, qualifié pour l'aider à comprendre ce renseignement. ».

c. A-2.1,  
a. 85, mod. **8.** L'article 85 de cette loi est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant:

Frais exigibles

« L'organisme public qui entend exiger des frais en vertu du présent article doit informer le requérant du montant approximatif qui lui sera chargé, avant de procéder à la transcription, la reproduction ou la transmission du document. ».

c. A-2.1,  
a. 87.1, aj.

**9.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 87, du suivant:

Renseignement refusé

« **87.1** Un établissement de santé ou de services sociaux, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance automobile du Québec ou la Régie des rentes du Québec peut refuser momentanément de donner communication à une personne d'un renseignement nominatif la concernant lorsque, de l'avis de son médecin traitant, il en résulterait vraisemblablement un préjudice grave pour sa santé.

Avis

Dans ce cas, l'organisme public, sur la recommandation du médecin traitant, détermine le moment où ce renseignement pourra être communiqué et en avise la personne concernée. ».

c. A-2.1,  
a. 123, mod.

**10.** L'article 123 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 4°, du suivant:

« 5° de veiller au respect de la confidentialité des renseignements personnels contenus dans les dossiers ayant trait à l'adoption d'une personne et détenus par un organisme public. ».

c. A-2.1,  
a. 127, mod.

**11.** L'article 127 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Enquête

« **127.** La Commission peut, de sa propre initiative ou sur la plainte d'une personne intéressée, faire enquête sur:

1° un fichier confidentiel pour déterminer si les renseignements nominatifs qui s'y trouvent ont été versés et utilisés conformément au décret;

2° le respect de la confidentialité des renseignements personnels contenus dans un dossier ayant trait à l'adoption d'une personne et détenu par un organisme public. »;

2° par l'addition, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa et après le mot « fichier », des mots « ou des renseignements personnels contenus dans un dossier visé au paragraphe 2° du premier alinéa. Toutefois, un membre du personnel de la Commission peut, si la Commission l'autorise par écrit, prendre connaissance des renseignements personnels contenus dans un dossier visé au paragraphe 2° du premier alinéa. ».

c. A-2.1,  
a. 128.1, aj. **12.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 128, du suivant:

Pouvoirs de  
la Commis-  
sion

« **128.1** La Commission peut au terme d'une enquête portant sur la matière visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 127 et après avoir fourni à l'organisme public qui détient le dossier visé à ce paragraphe l'occasion de présenter des observations écrites:

1° ordonner à un organisme public de prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité des renseignements personnels contenus dans un dossier ayant trait à l'adoption d'une personne;

2° indiquer les mesures nécessaires à prendre pour assurer le caractère confidentiel des renseignements personnels contenus dans un tel dossier;

3° indiquer les conditions particulières auxquelles la gestion d'un tel dossier peut être assujettie. ».

c. A-2.1,  
a. 159.1, aj. **13.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 159, du suivant:

Infraction et  
peine

« **159.1** Quiconque, sciemment,

1° donne accès à un document auquel une personne n'a pas droit d'accès en vertu d'une disposition d'une loi qui s'applique malgré une disposition de la présente loi,

2° informe une personne de l'existence d'un renseignement dont elle n'a pas le droit d'être informée en vertu d'une disposition d'une loi qui s'applique malgré une disposition de la présente loi,

3° communique un renseignement dont une personne ne peut recevoir communication en vertu d'une disposition d'une loi qui s'applique malgré une disposition de la présente loi,

commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 200 \$ à 1 000 \$ et, pour chaque récidive dans les deux ans, d'une amende de 500 \$ à 2 500 \$. ».

#### LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

c. A-19.1,  
a. 218, mod.

**14.** L'article 218 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « ou le secrétaire » par les mots « , le secrétaire ou le responsable de l'accès aux documents de la Commission. ».

c. A-19.1,  
a. 226, mod. **15.** L'article 226 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « , sur paiement de l'honoraire prescrit par règlement du gouvernement ».

c. A-19.1,  
a. 241, mod. **16.** L'article 241 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 8°.

## LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE

c. A-25,  
a. 70, ab. **17.** L'article 70 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) est abrogé.

c. A-25,  
a. 72, mod. **18.** L'article 72 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « qui est confidentiel aux termes de l'article 70 » par les mots « obtenu en vertu de la présente loi relativement à un réclamant ».

c. A-25,  
a. 73, mod. **19.** L'article 73 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « Les articles 70 et 72 ne s'appliquent » par les mots « L'article 72 ne s'applique ».

## LOI SUR L'ASSURANCE-MALADIE

c. A-29,  
a. 64, mod. **20.** L'article 64 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Droit  
d'accès aux  
renseigne-  
ments « **64.** La personne qui a fourni ou reçu un service assuré par la Régie, de même que son avocat ou ses représentants dûment autorisés par elle ou agissant pour elle en vertu de la loi, a droit d'accès aux seuls renseignements suivants, malgré l'article 83 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1):

a) la date à laquelle ce service a été fourni;

b) le nom et l'adresse de la personne qui a fourni ce service;

c) les sommes payées par la Régie pour ce service et le nom des personnes à qui elles ont été payées. »;

2° par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « est », du mot « aussi ».



## LOI SUR L'ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES

c. A-31,  
a. 32, ab.

**21.** L'article 32 de la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., chapitre A-31) est abrogé.

## LOI SUR LES ASSURANCES

c. A-32,  
a. 16, mod.

**22.** Le premier alinéa de l'article 16 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) est remplacé par les suivants:

Communica-  
tion de ren-  
seignements

« **16.** Aucune personne employée par le gouvernement ou autorisée par l'inspecteur général à exercer les pouvoirs conférés par les articles 10 à 12 ou à faire une enquête ne doit communiquer ou permettre que soit communiqué à qui que ce soit, un renseignement obtenu en vertu des dispositions de la présente loi ni permettre l'examen d'un document produit en vertu de la présente loi sauf dans la mesure où elle y est autorisée par l'inspecteur général.

Accès aux  
renseigne-  
ments

Malgré les articles 9, 23, 24 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), seule une personne autorisée généralement ou particulièrement par l'inspecteur général lui-même a accès à un tel renseignement ou document. ».

c. A-32,  
a. 19, mod.

**23.** L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Caractère  
public

« Les renseignements contenus dans ces registres et ces doubles ont un caractère public. ».

## LOI SUR LES BIENS CULTURELS

c. B-4,  
a. 39.1, aj.

**24.** La Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4) est modifiée par l'addition, après l'article 39, du suivant:

Accès aux  
renseigne-  
ments

« **39.1** Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès aux renseignements inclus dans ce rapport avant l'expiration d'un délai de cinq ans de la date de sa remise au ministre, à moins que leur communication ne soit autorisée par le détenteur du permis. ».

## LOI SUR LE CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL

c. C-10, a. 9,  
mod.

**25.** L'article 9 de la Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil (L.R.Q., chapitre C-10) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot « copie », du mot « conforme ».



## LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

c. C-19,  
a. 91, mod. **26.** L'article 91 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est renuméroté 114.2 et il est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « greffier » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la municipalité » et par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes de cet alinéa, des mots « , sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le conseil et qui doivent être versés dans la caisse municipale, »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

c. C-19,  
a. 93, mod. **27.** L'article 93 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail ».

**28.** L'article 102 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail ».

c. C-19,  
a. 103, ab. **29.** L'article 103 de cette loi est abrogé.

c. C-19,  
titre, aj. **30.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 114.1, de ce qui suit:

« VIII.—*Responsable de l'accès aux documents de la municipalité* ».

c. C-19,  
a. 114.3, aj. **31.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 114.2, du suivant:

Force pro-  
bante **114.3** Font preuve de leur contenu les copies et extraits des documents de la municipalité qui sont certifiés conformes par le responsable de l'accès aux documents de la municipalité. ».

c. C-19,  
a. 333, mod. **32.** L'article 333 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, des mots « tous les contribuables qui désirent » par les mots « toute personne qui désire ».

c. C-19,  
a. 336, mod. **33.** L'article 336 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « ou par le greffier du conseil » par les mots « , par le greffier du conseil ou par le responsable de l'accès aux documents de la municipalité ».

c. C-19,  
a. 356, mod.

**34.** L'article 356 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « greffier » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la municipalité » et par la suppression dans les première, deuxième et troisième lignes de cet alinéa, des mots « , moyennant paiement des honoraires exigibles selon le tarif fixé en vertu de l'article 91, »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du quatrième alinéa, des mots « Le greffier » par le mot « Il ».

c. C-19,  
a. 359, mod.

**35.** L'article 359 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 1, des mots « , qu'il certifie, » par les mots « certifiée conforme ».

c. C-19,  
a. 368, mod.

**36.** L'article 368 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « greffier », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la municipalité »;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « greffier », des mots « ou du responsable ».

c. C-19,  
a. 468.30,  
mod.

**37.** L'article 468.30 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la régie ».

c. C-19,  
a. 468.31,  
mod.

**38.** L'article 468.31 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « secrétaire ou le trésorier, selon le cas, » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la régie »;

3° par la suppression de la deuxième phrase du deuxième alinéa.

#### CODE DU TRAVAIL

c. C-27,  
a. 57.1,  
mod.

**39.** L'article 57.1 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Droit  
d'accès aux  
documents

« Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès à un tel document. ».

## CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

c. C-27.1,  
a. 208, mod. **40.** L'article 208 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « en sa possession comme » par les mots « faisant partie des »;

2° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, des mots « , les jours de bureau, entre 9 et 16 heures » par les mots « pendant les heures habituelles de travail »;

3° par la suppression du deuxième alinéa.

c. C-27.1,  
a. 209, mod. **41.** L'article 209 de ce code est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de l'expression « secrétaire-trésorier » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la corporation »;

2° par la suppression dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « , sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le conseil et qui doivent être versés dans le fonds général de la corporation, »;

3° par la suppression du deuxième alinéa;

4° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, des mots « Il est aussi de son devoir de » par les mots « Le secrétaire-trésorier doit » et par le remplacement, dans les onzième et douzième lignes de cet alinéa, des mots « honoraires exigibles en vertu de l'alinéa précédent » par les mots « frais exigibles »;

5° par le remplacement, dans la première ligne du quatrième alinéa, du mot « Néanmoins » par les mots « Malgré les deuxième et troisième alinéas de l'article 11 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) » et par l'insertion, dans la deuxième ligne de cet alinéa et après le mot « corporation », du mot « municipale ».

c. C-27.1,  
a. 267.1, aj. **42.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 267, de ce qui suit:

## « TITRE V.1

## « DU RESPONSABLE DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DE LA CORPORATION

« **267.1** Font preuve de leur contenu les copies et extraits des documents de la corporation qui sont certifiés conformes par le responsable de l'accès aux documents de la corporation. ».

c. C-27.1,  
a. 418, mod. **43.** L'article 418 de ce code est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Cette copie peut également être attestée par le responsable de l'accès aux documents de la corporation. ».

c. C-27.1,  
a. 445, mod. **44.** L'article 445 de ce code est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le responsable de l'accès aux documents de la corporation doit délivrer copie de ce règlement, à toute personne qui lui en fait la demande dans les deux jours juridiques précédant la tenue de cette séance. Il doit aussi prendre les dispositions nécessaires pour que des copies du règlement soient mises à la disposition du public, pour consultation, dès le début de la séance. ».

c. C-27.1,  
a. 599, mod. **45.** L'article 599 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la régie ».

c. C-27.1,  
a. 600, mod. **46.** L'article 600 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « secrétaire ou le trésorier, selon le cas, » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la régie »;

3° par la suppression de la deuxième phrase du deuxième alinéa.

## LOI SUR LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

c. C-34,  
a. 21, mod. **47.** L'article 21 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *d*, du mot « troisième » par le mot « sixième ».

c. C-34,  
a. 25.1, aj.

**48.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 25, du suivant :

Confiden-  
tialité

« **25.1** Un dossier de la Commission concernant un appel, une demande ou une requête est confidentiel. Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), seule une personne autorisée par la Commission y a droit d'accès, pour cause. ».

LOI SUR LA COMMISSION MUNICIPALE

c. C-35,  
a. 16, mod.

**49.** L'article 16 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) est modifié par la suppression du paragraphe 4.

c. C-35,  
a. 16.1, aj.

**50.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 16, du suivant :

Responsable  
de l'accès  
aux docu-  
ments

« **16.1** Le responsable de l'accès aux documents de la Commission est tenu de fournir, à toute personne qui en fait la demande, copie certifiée des ordonnances, règles de pratique et autres documents visés au paragraphe 3 de l'article 16. ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS

c. C-37.1,  
a. 49, mod.

**51.** L'article 49 de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la Communauté »;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « secrétaire », des mots « ou du responsable ».

c. C-37.1,  
a. 73, mod.

**52.** L'article 73 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du quatrième alinéa et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la Communauté ».

c. C-37.1,  
a. 73.1,  
mod.

**53.** L'article 73.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail ».

c. C-37.1,  
a. 73.2,  
mod.

**54.** L'article 73.2 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « secrétaire » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la Communauté »;

2° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots «, sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le Conseil, »;

3° par la suppression du deuxième alinéa.

c. C-37.1,  
a. 169.4,  
mod.

**55.** L'article 169.4 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa et après le mot «secrétaire», des mots «ou par le responsable de l'accès aux documents de la Commission».

c. C-37.1,  
a. 212, mod.

**56.** L'article 212 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot «secrétaire», des mots par «ou par le responsable de l'accès aux documents de la Société»;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot «secrétaire», des mots «ou du responsable».

#### LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

c. C-37.2,  
a. 68, mod.

**57.** L'article 68 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot «secrétaire», des mots «ou par le responsable de l'accès aux documents de la Communauté»;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot «secrétaire», des mots «ou du responsable».

c. C-37.2,  
a. 82.9,  
mod.

**58.** L'article 82.9 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la première phrase du troisième alinéa par la suivante:

Recommen-  
dations  
confidentiel-  
les

« La commission de la sécurité publique peut, par résolution, décider de faire au comité exécutif, plutôt qu'au Conseil, les recommandations qu'elle juge confidentielles et qui concernent directement la prévention, la détection et la répression du crime ou des infractions aux lois. »;

2° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant:

Accessibilité

« Le comité exécutif peut rendre accessible au public une recommandation confidentielle qui lui a été faite par la commission de la sécurité publique ainsi que l'avis et l'analyse qui l'accompagnent. ».

c. C-37.2,  
a. 110, mod. **59.** L'article 110 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du quatrième alinéa et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la Communauté ».

c. C-37.2,  
a. 110.1,  
mod. **60.** L'article 110.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail ».

c. C-37.2,  
a. 110.2,  
mod. **61.** L'article 110.2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « secrétaire » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la Communauté »;

2° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « , sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le comité exécutif, »;

3° par la suppression du deuxième alinéa.

c. C-37.2,  
a. 110.3,  
rempl.  
Interdiction **62.** L'article 110.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **110.3** Malgré l'article 83 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a le droit d'être informé de l'existence ou de recevoir communication d'un renseignement le concernant et contenu dans tout ou partie d'un livre, registre ou document relatif à une matière ayant fait ou devant faire l'objet d'une discussion lors d'une séance à huis clos de la commission de la sécurité publique et concernant directement la prévention, la détection et la répression du crime ou des infractions aux lois. ».

c. C-37.2,  
a. 262.1, aj. **63.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 262, du suivant:

Authenticité  
des documents « **262.1** Sont authentiques les copies des documents de la Société qui sont certifiées conformes par le responsable de l'accès aux documents de la Société. ».

#### LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

c. C-37.3,  
a. 43, mod. **64.** L'article 43 de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) est modifié par le remplacement, dans la huitième ligne, des mots « tous les intéressés qui désirent » par les mots « toute personne qui désire ».



c. C-37.3,  
a. 81, mod.

**65.** L'article 81 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la septième ligne du troisième alinéa et après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la Communauté »;

2° par le remplacement, dans la septième ligne du troisième alinéa du mot « il » par les mots « le secrétaire ».

c. C-37.3,  
a. 232, mod.

**66.** L'article 232 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « secrétaire » par les mots « responsable de l'accès aux documents »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « normales de bureau » par les mots « habituelles de travail »;

3° par la suppression, dans les sixième et septième lignes, des mots « sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le Conseil et approuvé par le ministre ».

#### LOI SUR LES COMPAGNIES

c. C-38,  
a. 123.169,  
mod.

**67.** L'article 123.169 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 1°, du mot « reproduction » par le mot « certification ».

#### LOI SUR LE CONSEIL RÉGIONAL DE ZONE DE LA BAIE JAMES

c. C-59.1,  
a. 21, mod.

**68.** L'article 21 de la Loi sur le Conseil régional de zone de la Baie James (L.R.Q., chapitre C-59.1) est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « tous les intéressés qui désirent » par les mots « toute personne qui désire ».

#### LOI SUR LA CONSULTATION POPULAIRE

c. C-64.1,  
appendice 2,  
mod.

**69.** L'appendice 2 de la Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa de l'article 204, du mot « Il » par les mots « Malgré le premier alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), il ».

#### LOI SUR LES COOPÉRATIVES

c. C-67.2,  
a. 244, mod.

**70.** L'article 244 de la Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième

lignes du paragraphe 1°, des mots « , l'examen ou la reproduction » par les mots « et l'examen ».

LOI SUR LES CORPORATIONS MUNICIPALES ET INTERMUNICIPALES DE TRANSPORT

c. C-70,  
a. 32, mod. **71.** L'article 32 de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70) est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « du bureau » par les mots « habituelles de travail »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « y a un intérêt. » par les mots « le désire. »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Responsable de l'accès aux documents « Le responsable de l'accès aux documents de la corporation délivre, à toute personne qui lui en fait la demande, des copies ou des extraits de ces registres et documents. ».

LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES DANS LE DOMAINE DU LIVRE

c. D-8.1,  
a. 36, ab. **72.** L'article 36 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1) est abrogé.

LOI ÉLECTORALE

c. E-3.2,  
a. 204, mod. **73.** L'article 204 de la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « Il » par ce qui suit: « Malgré le premier alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), il ».

c. E-3.2,  
a. 403, mod. **74.** L'article 403 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Renseignements à caractère public « **403.** Les renseignements contenus dans les rapports et documents prescrits par la présente section ont un caractère public. Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, nul n'y a droit d'accès avant la date d'expiration du délai prévu pour leur production. S'ils sont produits hors délai, ces documents sont accessibles dès la date de leur production. »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du troisième alinéa, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail ».

## LOI SUR LES EMPLOYÉS PUBLICS

c. E-6,  
a. 22, mod. **75.** L'article 22 de la Loi sur les employés publics (L.R.Q., chapitre E-6) est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « , en payant l'honoraire qui est fixé par arrêté en conseil ».

c. E-6,  
a. 36, mod. **76.** L'article 36 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « copie », du mot « certifiée ».

## LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

c. F-2.1,  
a. 73, mod. **77.** L'article 73 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « tout intéressé » par les mots « toute personne ».

c. F-2.1,  
a. 79, mod. **78.** L'article 79 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Accès aux  
documents « **79.** Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès aux documents visés au deuxième alinéa de l'article 78. ».

## LOI SUR HYDRO-QUÉBEC

c. H-5,  
a. 49, mod. **79.** L'article 49 de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5) est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

Contenu du  
règlement « Ce règlement peut déterminer :

1° que seuls le participant, le bénéficiaire ou leurs mandataires peuvent faire une demande de communication ou de rectification des renseignements contenus au régime ;

2° le mode et la fréquence des demandes de communication et de rectification ;

3° le délai accordé au responsable de l'accès pour donner suite à une telle demande.

Disposition  
applicable Le présent article s'applique malgré les articles 83, 94 et 98 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

## LOI SUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

c. I-11.1,  
a. 14, remp. **80.** L'article 14 de la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1) est remplacé par le suivant:

Confidentialité « **14.** L'inspecteur général, tout membre de son personnel et toute autre personne que l'inspecteur général a autorisée à exercer les pouvoirs visés dans les articles 8 à 10 ne doivent communiquer ou permettre que soit communiqué à nul autre qu'à une personne autorisée, généralement ou spécifiquement, par le ministre lui-même, une information obtenue en vertu des dispositions de la présente loi, ni permettre à une personne non ainsi autorisée d'examiner un rapport fourni en vertu de la présente loi ou d'en prendre connaissance.

Disposition applicable Le premier alinéa s'applique malgré les articles 9, 23, 24 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

c. I-11.1,  
a. 15, ab. **81.** L'article 15 de cette loi est abrogé.

## LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

c. I-14,  
a. 328, mod. **82.** L'article 328 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) est modifié:

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « toutes personnes intéressées ou leurs procureurs, pendant les heures de bureau » par les mots « toute personne pendant les heures habituelles de travail »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Responsable de l'accès aux documents « Le responsable de l'accès aux documents de la commission scolaire donne accès aux documents énumérés dans le premier alinéa. ».

c. I-14,  
a. 329, remp. **83.** L'article 329 de cette loi est remplacé par le suivant:

Copies de documents « **329.** Le responsable de l'accès aux documents de la commission scolaire délivre, à toute personne qui en fait la demande, des copies ou des extraits de tout registre, livre, rôle ou autre document qui fait partie des archives du secrétaire-trésorier. ».

c. I-14,  
a. 332, mod. **84.** L'article 332 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Copies de documents « Le responsable de l'accès aux documents de la commission scolaire doit fournir, à toute personne qui en fait la demande, une copie de ce résumé ou une copie de l'état tel qu'approuvé par la commission scolaire. ».

C. I-14,  
a. 349, mod. **85.** L'article 349 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

c. I-14,  
a. 534, mod. **86.** L'article 534 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « intéressée ».

LOI SUR LES LOTERIES, LES COURSES, LES CONCOURS PUBLICITAIRES  
ET LES APPAREILS D'AMUSEMENT

c. L-6, a. 40,  
ab. **87.** L'article 40 de la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6) est abrogé.

LOI SUR LES MINES

c. M-13,  
a. 284, mod. **88.** L'article 284 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) est modifié:

1° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « , à moins que le ministre n'en décide autrement »;

2° par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

Accès aux plans et relevés « Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès à ces plans et relevés à moins que le ministre n'en décide autrement. ».

c. M-13,  
a. 296, mod. **89.** L'article 296 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Accès aux documents « Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, un règlement fait en application de l'un ou l'autre des paragraphes *e* à *h*, *j*, *n* ou *s* du premier alinéa, peut prohiber ou limiter, aux conditions qui y sont fixées, l'accès aux documents détenus dans le cadre de son application. ».

c. M-13,  
a. 332, mod. **90.** L'article 332 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Renseignements à caractère public

« Les renseignements contenus dans ces inscriptions ont un caractère public. ».

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES

c. M-35,  
a. 21, mod.

**91.** L'article 21 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa :

1° du mot « La » par les mots « Malgré les deuxième et troisième alinéas de l'article 11 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), la »;

2° des mots « tout intéressé » par les mots « toute personne ».

c. M-35,  
a. 98, ab.

**92.** L'article 98 de cette loi est abrogé.

LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITÉS À PERCEVOIR  
UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

c. M-39,  
a. 22, mod.

**93.** L'article 22 de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

Disposition applicable

« Le présent article s'applique malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

LOI SUR LES PERMIS D'ALCOOL

c. P-9.1,  
a. 20, mod.

**94.** L'article 20 de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1) est modifié par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

LOI SUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES

c. P-28,  
a. 43, mod.

**95.** L'article 43 de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LES PRODUITS AGRICOLES, LES PRODUITS  
MARINS ET LES ALIMENTS

c. P-29,  
a. 35, mod.

**96.** L'article 35 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

## LOI SUR LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

c. P-35, a. 3, ab. **97.** L'article 3 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35) est abrogé.

c. P-35, a. 67, mod. **98.** L'article 67 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

## LOI SUR LA PROTECTION DU MALADE MENTAL

c. P-41, a. 28, mod. **99.** L'article 28 de la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41) est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « Tout » par les suivants: « Malgré le premier alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), tout ».

## LOI SUR LA PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE

c. P-41.1, a. 80, mod. **100.** L'article 80 de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1) est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 8°, des mots « les droits à payer pour l'obtention de copies de documents déposés au greffe, ».

LOI SUR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE  
DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION

c. Q-1, a. 65, ab. **101.** L'article 65 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1) est abrogé.

## LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

c. Q-2, a. 118.5, mod. **102.** La Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) est modifiée par le remplacement du dernier alinéa de l'article 118.5 par le suivant:

Renseignements à caractère public « Les renseignements contenus dans ce registre ont un caractère public. ».

## LOI SUR LE RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

c. R-9, a. 192, mod. **103.** L'article 192 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:



Disposition  
applicable

« Le présent article s'applique malgré les articles 83 et 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

c. R-9,  
a. 193, mod.

**104.** L'article 193 de cette loi est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant :

Dispositions  
applicables

« Les deuxième et troisième alinéas s'appliquent malgré les articles 89 et 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. ».

c. R-9,  
a. 207, mod.

**105.** L'article 207 de cette loi est modifié par :

1° la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « Sauf en conformité des dispositions de la présente loi » ;

2° la suppression des deuxième, troisième et quatrième alinéas.

c. R-9,  
a. 211, mod.

**106.** L'article 211 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « Cette » par les mots « Malgré les articles 83, 89 et 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, cette ».

c. R-9,  
a. 223, mod.

**107.** L'article 223 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *g*.

#### LOI SUR LES RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RENTES

c. R-17,  
a. 75, mod.

**108.** L'article 75 de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17) est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe *k*, des mots « , l'inspection des régimes et l'émission par la Régie de copies des dispositions d'un régime » par les mots « et l'inspection des régimes ».

#### LOI FAVORISANT LE REGROUPEMENT DES MUNICIPALITÉS

c. R-19,  
a. 10, mod.

**109.** L'article 10 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19), modifié par l'article 1 du chapitre 3 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 4, des mots « intéressée à » par les mots « qui désire ».

#### LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

c. S-2.1,  
a. 175, mod.

**110.** L'article 175 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1) est modifié :

1° par le remplacement des mots « l'autorisation de celle-ci et aux conditions qu'elle détermine notamment afin d'assurer que l'utilisation qui en est faite ne permette pas d'identifier la personne concernée par les renseignements ou les informations » par les suivants « , malgré le paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), l'autorisation de celle-ci »;

2° par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

Critères  
d'autorisa-  
tion

« Cette autorisation est accordée conformément aux critères établis à l'article 125 de cette loi. ».

#### LOI SUR LES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE

c. S-4.1,  
a. 44, mod.

**111.** L'article 44 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1) est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

Demande à  
la Commis-  
sion

« Toutefois, le titulaire de l'autorité parentale peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), lorsque le refus mentionné au premier alinéa fait suite à une demande écrite, adressée à un organisme visé par cette loi. ».

#### LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

c. S-5, a. 7,  
mod.

**112.** L'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot « avec », de ce qui suit: « , malgré le paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), » et par le remplacement, dans les sixième, septième et huitième lignes de cet alinéa, des mots, « la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) » par les mots « cette loi »;

2° par la suppression des troisième et quatrième alinéas;

3° par l'addition, après le cinquième alinéa, des alinéas suivants:

Assistance  
d'un profes-  
sionnel

« L'établissement qui fournit au bénéficiaire un renseignement nominatif de nature médicale ou sociale le concernant et contenu dans son dossier doit, à la demande de ce bénéficiaire, lui fournir l'assistance d'un professionnel, qualifié pour l'aider à comprendre ce renseignement.

Refus de  
donner un  
renseigne-  
ment

L'établissement peut refuser momentanément de donner communication à un bénéficiaire d'un renseignement nominatif le concernant et contenu dans son dossier lorsque, de l'avis de son médecin traitant, il en résulterait vraisemblablement un préjudice grave pour sa santé. Dans ce cas, l'établissement sur la recommandation du médecin traitant, détermine le moment où ce renseignement pourra être communiqué et en avise le bénéficiaire.

Requête à la  
cour

Un bénéficiaire à qui l'établissement refuse momentanément l'accès à un renseignement nominatif le concernant peut, par requête, s'adresser à un juge de la Cour supérieure, de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix ou du Tribunal de la jeunesse ou à la Commission pour qu'il révisé la décision de cet établissement. Il peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information.

Renseigne-  
ment donné  
par un tiers

Malgré l'article 83 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, un bénéficiaire n'a pas le droit d'être informé de l'existence ni de recevoir communication d'un renseignement nominatif le concernant et contenu dans son dossier qui a été fourni à son sujet par un tiers et dont l'information de l'existence ou la communication permettrait d'identifier le tiers, à moins que ce dernier n'ait consenti par écrit à ce que ce renseignement et sa provenance soient révélés au bénéficiaire.

Disposition  
non appli-  
cable

Le septième alinéa ne s'applique pas lorsque le renseignement nominatif a été fourni par un professionnel de la santé ou des services sociaux ou par un membre du personnel d'un établissement de santé ou de services sociaux. ».

c. S-5, a. 8,  
mod.

**113.** L'article 8 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la partie du premier alinéa qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Dossier d'un  
bénéficiaire

« **8.** Peuvent également recevoir communication du dossier d'un bénéficiaire: »;

2° par la suppression du paragraphe *b* du premier alinéa;

3° par l'addition, après le troisième alinéa, des suivants:

Mineur de moins de quatorze ans « Le mineur âgé de moins de quatorze ans n'a pas le droit, dans le cadre d'une demande de communication ou de rectification, d'être informé de l'existence, ni de recevoir communication d'un renseignement nominatif de nature médicale ou sociale le concernant, contenu dans le dossier de l'établissement.

Communications entre bénéficiaire et professionnel Le présent alinéa n'a pas pour objet de restreindre les communications normales entre un bénéficiaire et un professionnel de la santé ou des services sociaux ou un membre du personnel d'un établissement de santé ou de services sociaux.

Disposition applicable Le présent article s'applique malgré le premier alinéa de l'article 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. ».

c. S-5, a. 8.1, aj. **114.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 8, du suivant:

Refus de donner communication « **8.1** Malgré le paragraphe c du premier alinéa de l'article 8, un établissement doit refuser au titulaire de l'autorité parentale la communication du dossier d'un bénéficiaire mineur, dans les cas suivants:

1° le bénéficiaire est âgé de moins de quatorze ans, il a fait l'objet d'une intervention au sens de l'article 2.3 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1) ou il est visé par une décision prise en vertu de cette loi et l'établissement, après avoir consulté le directeur de la protection de la jeunesse, détermine que la communication du dossier du bénéficiaire au titulaire de l'autorité parentale cause ou pourrait causer préjudice à la santé physique ou mentale de ce bénéficiaire;

2° le bénéficiaire âgé de quatorze ans ou plus, après avoir été consulté par l'établissement, refuse que le titulaire de l'autorité parentale reçoive communication de son dossier et l'établissement détermine que la communication du dossier du bénéficiaire au titulaire de l'autorité parentale cause ou pourrait causer préjudice à la santé physique ou mentale de ce bénéficiaire.

Disposition applicable Le présent article s'applique malgré le deuxième alinéa de l'article 53, l'article 83 et le premier alinéa de l'article 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. ».

c. S-5, a. 114, mod. **115.** L'article 114 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa, par le suivant:

Dossiers  
confidentiels

« Malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, les dossiers et procès-verbaux du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et de chacun de ses comités, qui concernent l'exercice des responsabilités décrites aux paragraphes 1° et 2° de l'article 112, sont confidentiels. Nul ne peut en prendre connaissance sauf les membres du conseil et de ses comités ou encore la Commission ou les représentants d'une corporation professionnelle dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la loi. Le comité exécutif du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens a accès aux dossiers et procès-verbaux de ces comités. ».

#### LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC

c. S-11.01,  
a. 51, mod.

**116.** L'article 51 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01) est modifié:

1° par la suppression de la première phrase du premier alinéa;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, des mots « un tel renseignement » par les mots « un renseignement obtenu en application de la présente loi ».

#### LOI SUR LES SYNDICATS COOPÉRATIFS

c. S-38,  
a. 41, ab.

**117.** L'article 41 de la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38) est abrogé.

#### LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES AGRICOLES

c. T-9.1,  
a. 5, mod.

**118.** L'article 5 de la Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1) est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième, cinquième et sixième lignes, des mots « , pour toute inscription requise en vertu de la présente loi et pour l'obtention d'une copie de tout document ou renseignement écrit relatif à une terre assujettie à la présente loi ou pour laquelle des lettres patentes ont été délivrées. » par les mots « et pour toute inscription requise en vertu de la présente loi. ».

c. T-9.1,  
a. 47, mod.

**119.** L'article 47 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° établir des frais pour la préparation de documents et pour toute inscription requise en vertu de la présente loi ainsi que les cas d'exonération du paiement de ces frais; ».

## LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

c. V-1.1,  
a. 296,  
ramp.

**120.** L'article 296 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1) est remplacé par le suivant:

Accès aux  
documents

« **296.** Toute personne a accès aux documents dont la présente loi ou les règlements prescrivent le dépôt, à l'exception des documents déposés par une personne inscrite autrement qu'en vertu des obligations prévues au titre III.

Exception

La Commission peut, lorsqu'elle juge que la communication d'un document risque de causer un préjudice grave, déclarer qu'il n'est pas accessible.

Disposition  
applicable

Le présent article s'applique malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

c. V-1.1,  
a. 297, mod.

**121.** L'article 297 de cette loi est modifié par l'insertion, à la fin et après le mot « Commission », des mots « et ce, malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ».

LOI SUR LES VILLAGES NORDIQUES ET L'ADMINISTRATION  
RÉGIONALE KATIVIK

c. V-6.1,  
a. 59, mod.

**122.** L'article 59 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1) est renuméroté 62.1 et il est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, de l'expression « secrétaire-trésorier » par les mots « responsable de l'accès aux documents de la corporation municipale »;

2° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots «, sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le conseil et qui doivent être versés dans la caisse municipale, »;

3° par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots « dont il a la garde » par les mots « qui sont sous la garde du secrétaire-trésorier ».

c. V-6.1,  
a. 61, mod.

**123.** L'article 61 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « de bureau » par les mots « habituelles de travail »;



2° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « des électeurs de la municipalité et de leurs procureurs » par les mots « par toute personne ».

c. V-6.1,  
titre, aj.

**124.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 62, de ce qui suit:

#### « CHAPITRE IV

##### « RESPONSABLE DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DE LA CORPORATION MUNICIPALE ».

c. V-6.1,  
a. 62.2, aj.

**125.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 62.1, du suivant:

Force pro-  
bante

« **62.2** Font preuve de leur contenu les copies et extraits des documents de la corporation municipale qui sont certifiés conformes par le responsable de l'accès aux documents. ».

c. V-6.1,  
a. 144, mod.

**126.** L'article 144 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « trésorier » des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents de la corporation municipale ».

c. V-6.1,  
a. 275, mod.

**127.** L'article 275 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « tous les intéressés qui désirent » par les mots « toute personne qui désire ».

c. V-6.1,  
a. 306, mod.

**128.** L'article 306 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la septième ligne et à la fin de la deuxième phrase, après le mot « secrétaire », des mots « ou par le responsable de l'accès aux documents ».

c. V-6.1,  
a. 307, mod.

**129.** L'article 307 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, du mot « secrétaire » par les mots « responsable de l'accès aux documents de l'Administration régionale »;

2° par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « sur paiement des honoraires fixés par le conseil, ».

#### LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LA VILLE DE LAVAL

1984, c. 42,  
a. 24.1, aj.

**130.** La Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42) est modifiée par l'insertion, après l'article 24, du suivant:



Authenticité  
de docu-  
ments

« **24.1** Sont authentiques les copies des documents de la Société qui sont certifiées conformes par le responsable de l'accès aux documents de la Société. ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LA RIVE SUD DE MONTRÉAL

1985, c. 32,  
a. 27.1, aj.

**131.** La Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32) est modifiée par l'insertion, après l'article 27, du suivant :

Authenticité  
de docu-  
ments

« **27.1** Sont authentiques les copies des documents de la Société qui sont certifiées conformes par le responsable de l'accès aux documents de la Société. ».

Règlements  
continus en  
vigueur

**132.** L'article 4 du Règlement sur le gaz naturel combustible et l'huile minérale (R.R.Q., 1981, M-13, r. 6), les articles 48 et 49 du Règlement sur les réservoirs souterrains (R.R.Q., 1981, M-13, r. 10) et l'article 23 du Règlement sur la saumure (R.R.Q., 1981, M-13, r. 11), adoptés en vertu de l'article 296 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13), tels qu'ils se lisaient à la date précédant celle de l'entrée en vigueur de la présente loi, demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou abrogés par le gouvernement.

Entrée en  
vigueur

**133.** La présente loi entrera en vigueur le 31 décembre 1987.

Effet  
rétroactif

L'article 80 a effet depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1986.

Effet  
rétroactif

L'article 81 a effet depuis le 16 décembre 1982.

Effet de  
certains arti-  
cles

**134.** Les modifications apportées par les articles 88 à 90 cesseront d'avoir effet aux dates que fixera le gouvernement conformément aux articles 324 et 383 de la Loi sur les mines (1987, chapitre 64).